

SANTE

Déclaration du groupe Front de Gauche : PCF-PG-GU au Conseil Régional Midi-Pyrénées

**Non au consensus que veut imposer le gouvernement et l'Agence Régionale de la Santé !
Oui à un vrai débat démocratique et public !**

Mercredi 5 octobre a eu lieu au Conseil Régional de Midi-Pyrénées un débat sur « L'offre de soins et aménagement du territoire en Midi Pyrénées ».

Le groupe Front de Gauche porte depuis des mois l'exigence d'un grand débat public et démocratique sur l'avenir de l'offre de santé dans notre région, le maintien et le développement de moyens publics pour assurer le droit de chacun-e à la santé.

Notre groupe a plusieurs fois interpellé Martin Malvy afin que le Conseil Régional s'engage dans ce sens auprès du Préfet de Région et du Directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Nous aurions aimé et salué comme une avancée importante, le fait que l'initiative du 5 octobre participe de cette démarche.

Mais nous savons malheureusement qu'il n'en a pas été ainsi.

S'inscrivant dans la logique gouvernementale, cette initiative ne remet pas en cause les orientations régressives préconisées pour Midi Pyrénées : non prise en compte des projets médicaux locaux et des besoins nouveaux qui s'expriment, réduction et concentration des moyens octroyés à la santé publique, fermeture de plusieurs services et hôpitaux de proximité ou réduction de leurs prérogatives à une spécialité, développement de partenariat public-privé répondant à la volonté toujours plus grande de rentabiliser le secteur...

Pire encore, dans la droite ligne des conférences territoriales qui se sont tenues dans les départements, cette journée participe d'un simulacre de démocratie, qui consiste à écouter mais en refusant de tenir compte des avis qui s'expriment y compris celui des élus locaux.

En d'autres termes, la concertation selon Monsieur Chastel, c'est tourner le dos à l'intérêt général pour servir exclusivement celui des spéculateurs de la santé !

Les élus du Front de gauche étaient présents le 5 octobre.

Ils sont intervenus dans la discussion pour exprimer leurs revendications en matière de santé publique : arrêt du sous financement de la sécurité sociale, du Numéris Clausus, suppression de la tarification à l'activité, abrogation de la loi HPST (loi Bachelot).

Ils ont rappelé leur engagement pour le maintien et le développement de l'ensemble des hôpitaux publics de Midi-Pyrénées.

Ils ont avancé le souhait que le Conseil Régional répondant favorablement à la demande des collectifs de médecins et d'usagers, s'engage pour que vive en Midi Pyrénées une vraie instance démocratique permettant que se développent de vraies alternatives, crédibles et constructives, aux projets et décisions de l'ARS.

Par Front de Gauche 65